

Nations Unies  
ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 990<sup>e</sup>  
SÉANCE

Vendredi 19 novembre 1965,  
à 15 h 25

NEW YORK

SOMMAIRE

Points 40 et 41 de l'ordre du jour:

Action dans le domaine du développement industriel (suite):

- a) Rapports du Comité du développement industriel sur ses quatrième et cinquième sessions;
  - b) Rapport du Secrétaire général . . . . . 221
- Rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la formation du personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement: rapport du Conseil économique et social (suite) . . . . . 221

Point 51 de l'ordre du jour:

Fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique en un Programme des Nations Unies pour le développement (fin)

Adoption du projet de rapport de la Commission (fin) . . . . . 225

Point 12 de l'ordre du jour:

Rapports du Conseil économique et social (suite)

Examen du projet de résolution intitulé "Science et technique" (fin) . . . . . 227

Président: M. Pierre FORTHOMME  
(Belgique).

En l'absence du Président et du Vice-Président, M. Ramaholimihaso (Madagascar), rapporteur, prend la présidence.

POINTS 40 ET 41 DE L'ORDRE DU JOUR

Action dans le domaine du développement industriel (suite) [A/5775 et Add.1, A/5835, A/6070, A/6092; E/3921 et Add.1 à 3; E/C.5/62/Add.1; A/C.2/L.794, L.805, L.809]:

- a) Rapports du Comité du développement industriel sur ses quatrième et cinquième sessions (E/3869, E/4065);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/5826, A/6091)

Rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la formation du personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement: rapport du Conseil économique et social (suite) [A/6093; E/3901 et Add.1 et 2; A/C.2/L.818]

1. M. NEDIVI (Israël) déclare que sa délégation est disposée à appuyer toutes les mesures propres à encourager l'industrialisation des pays en voie de

développement et à renforcer les activités des Nations Unies dans ce domaine. Elle estime par conséquent qu'il est temps de dresser un bilan des activités du Centre de développement industriel et d'assigner à ce dernier des tâches plus constructives et mieux définies.

2. A la cinquième session du Comité du développement industriel, des critiques ont été formulées concernant l'orientation des travaux de recherche du Centre et l'on a souligné la nécessité de mieux adapter cette recherche aux besoins de chacun des pays intéressés. Il est en effet exact que certains travaux théoriques du Centre conviendraient mieux à des universités ou à des instituts de recherche. C'est notamment le cas des études sur les matrices "entrées-sorties". Il est pour le moins douteux que les modèles de matrices intersecteurs des pays développés puissent être appliqués utilement aux pays en voie de développement et ces derniers ne disposent pas des données statistiques qu'exige la mise au point de modèles mieux adaptés à leurs besoins. Par ailleurs, il ne semble pas que la collecte de ces données soit, à l'heure actuelle, d'une importance essentielle pour ces pays. Il est regrettable que le Conseil économique et social ne se soit guère préoccupé de l'orientation des activités du Centre.

3. La délégation israélienne n'ignore pas les excellents résultats obtenus par le Centre dans d'autres domaines tels que l'évaluation des projets. Cependant, il est temps que le Centre s'attache de manière plus systématique, non pas aux problèmes généraux du développement ou à ceux du développement industriel, mais bien aux problèmes spécifiques de l'industrialisation des pays du tiers monde. A cet égard, il est essentiel de mieux définir les fonctions du Centre et de l'institution spécialisée qui est appelée à lui succéder. L'activité industrielle est avant tout le traitement des matières premières et des produits semi-manufacturés. Les aspects opérationnels les plus importants de l'industrialisation sont le transfert de connaissances et de procédés techniques ainsi que l'encouragement de l'esprit d'entreprise. Le Centre n'a pas à s'occuper du financement du développement industriel, qui est de la compétence de la Deuxième Commission et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ou de travaux théoriques qui conviendraient mieux à l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies. Une fois définies les fonctions du Centre, ses travaux doivent être organisés de manière à tenir compte des besoins particuliers des pays, des sous-régions et des régions. Il serait souhaitable d'utiliser à cet effet des équipes de techniciens et d'économistes ainsi que les ressources d'un service de recherche doté d'un personnel adéquat.

4. Les colloques régionaux sur le développement industriel devraient permettre au Centre d'établir des listes de priorité dont serait saisi ultérieurement le colloque international. Le rapport du Commissaire au développement industriel sur ces colloques (E/C.5/73) constitue un document du plus haut intérêt. Toutefois, il est essentiel que l'on propose au colloque international un nombre limité de sujets principaux.

5. La délégation israélienne appuie le projet de résolution A/C.2/L.805. Pour ce qui est du projet de résolution A/C.2/L.818, M. Nedivi pense qu'il serait utile de compléter le paragraphe 2 du dispositif en mentionnant la nécessité d'assurer la formation du personnel de gestion et d'organiser des cours de perfectionnement pour les fonctionnaires des pays en voie de développement. Il espère que le Commissaire au développement industriel tiendra compte de ces observations.

6. M. FIGUEROA (Chili) dit que l'ONU s'est préoccupée, dès sa création, des effets néfastes du sous-développement tels que l'ignorance, la sous-alimentation, la mortalité infantile, etc. et a créé, pour remédier à cette situation, des institutions qui bénéficient de l'appui général. Il est temps maintenant de prendre le mal à la racine, les maux dont souffrent les pays en voie de développement s'estompant à mesure que progresse l'industrialisation. Les efforts des Nations Unies dans ce domaine ont eu jusqu'à présent un caractère dispersé et il est certain que la création d'un organisme central permettrait une coordination plus poussée des programmes. En attendant la création d'un organisme de ce genre, il faut allouer des ressources beaucoup plus importantes au Centre de développement industriel pour qu'il puisse s'acquitter des fonctions énumérées dans la recommandation A.III.1 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement<sup>1/</sup>.

7. Le projet de résolution A/C.2/L.805 tient dûment compte des points de vue exprimés par bon nombre de délégations. Malheureusement, il n'a pas pu être porté à la connaissance de toutes les délégations en temps opportun et les auteurs du projet accueilleront avec satisfaction les suggestions et observations qu'on voudrait leur faire.

8. M. VAN DEN BOOGAART (Pays-Bas) estime que l'ONU et les organisations qui lui sont reliées ont accompli un travail utile dans le domaine du développement industriel. Le Centre de développement industriel, le Commissaire au développement industriel et le Conseil économique et social se sont à cet égard pleinement acquittés de leur tâche. Les colloques régionaux et le futur colloque international représentent une initiative heureuse et méritent l'appui de l'ONU. La délégation des Pays-Bas a noté avec satisfaction que le projet de budget pour 1966 prévoit un accroissement du personnel du Centre de développement industriel; le renforcement du Centre est de toute évidence un pas dans la bonne direction.

9. Un des résultats les plus encourageants des dernières années est le progrès de la coordination

entre les divers organismes des Nations Unies qui s'intéressent à l'industrialisation des pays en voie de développement. Ces organisations sont de plus en plus conscientes du rôle central du développement industriel dans le développement économique et social. Le développement industriel, conçu comme une diversification de l'économie, ne peut être couronné de succès que s'il fait partie intégrante des programmes de développement général. Le processus ne peut être réduit à ses seuls aspects techniques; il suppose notamment l'existence d'un personnel qualifié et de capitaux d'investissement, et les problèmes qu'impliquent ces deux éléments ne peuvent évidemment être résolus dans le cadre d'une seule institution spécialisée. Par ailleurs, le Cycle d'études interrégional sur les aspects sociaux de l'industrialisation, tenu à Minsk en août 1964, a souligné l'importance de facteurs tels que le développement communautaire, le logement et la participation des syndicats.

10. Bien que ces questions aient, à n'en point douter, des incidences sur le plan de l'organisation, la question du cadre structurel n'en paraît pas moins d'importance secondaire. La tâche fondamentale est de créer un esprit d'association entre toutes les parties intéressées. En particulier, les pays développés doivent être prêts à aider leurs partenaires moins favorisés à résoudre leurs difficultés. Le rapport du Secrétaire général sur le développement industriel (A/5826) contient d'ailleurs, au paragraphe 61, un résumé très utile de ce qui doit être accompli dans ce domaine. Les Pays-Bas souhaitent aider dans toute la mesure de leurs moyens les pays en voie de développement et sont convaincus que les pays développés doivent adapter la structure de leur propre industrie aux exigences d'une véritable division internationale du travail.

11. En ce qui concerne les projets de résolution A/C.2/L.805 et A/C.2/L.809, la délégation des Pays-Bas estime que le rapport du Secrétaire général distribué sous la cote A/6070 doit servir de point de départ à toute appréciation des futures formes d'organisation des activités des Nations Unies dans le domaine du développement industriel. Ce rapport fournit de nouveaux arguments à ceux qui s'opposent à la création d'une nouvelle institution spécialisée pour le développement industriel; il ressort en effet de ce document que le cadre institutionnel existant est celui qui se prête le mieux à l'octroi des formes d'assistance envisagées dans ce domaine et qu'il serait préférable, pour combler le retard accumulé, d'accroître le rôle du Programme des Nations Unies pour le développement tout en faisant appel aux conseils et à l'expérience du Commissaire au développement industriel.

12. Pour ces raisons, la délégation des Pays-Bas hésite à approuver les propositions contenues dans le projet de résolution A/C.2/L.805 tendant à créer une institution spécialisée pour le développement industriel et à établir un comité préparatoire. Elle estime que le projet de résolution A/C.2/L.809 offre une solution constructive sur laquelle il sera sans doute plus facile de réaliser l'unanimité dans les circonstances actuelles.

13. M. SAHLOUL (Soudan) rappelle que sa délégation a signalé, au cours de la discussion générale, que

<sup>1/</sup> Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. I: Acte final et rapport (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11), p. 38.

de nombreux pays n'étaient toujours pas convaincus de la validité d'une solution "industrielle" des problèmes de développement et préconisaient une solution "agricole". Il se peut qu'un équilibre entre l'industrie et l'agriculture soit nécessaire dans les pays en voie de développement les plus peuplés. Cependant, une augmentation de la production globale de l'agriculture ne peut qu'aggraver la détérioration des termes de l'échange et les difficultés de balance des paiements de ces pays.

14. L'élimination de l'analphabétisme encourage la croissance des centres urbains, où l'industrialisation est le moyen le plus efficace de créer de nouveaux emplois. Par ailleurs, les difficultés en matière de devises accentuées par les besoins du développement et la demande croissante de la population urbaine rendent indispensable la création d'industries susceptibles de produire sur place les biens importés. Toutefois, le problème du financement n'a pas encore été résolu. Les conclusions du débat sur la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies en témoignent abondamment. Dès lors, la solution qui s'offre aux pays en voie de développement est de tirer le meilleur parti possible des ressources dont ils disposent et l'ONU peut leur rendre dans ce domaine d'éminents services.

15. Le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.809 indique qu'il y a place, dans les nouvelles activités du Centre de développement industriel, pour les "services industriels spéciaux" décrits par le Secrétaire général dans le document A/6070. La délégation soudanaise constate que les problèmes techniques que rencontrent les industries déjà créées au stade initial de la production ne seraient pas du ressort des services proposés et elle espère que la Commission inclura dans son rapport une remarque mettant en relief l'assistance "après production". Elle réserve sa position en ce qui concerne les paragraphes 2 et 4 du dispositif. Le Gouvernement soudanais n'est pas en mesure, à l'heure actuelle, de prendre de nouveaux engagements financiers. Il tient cependant à remercier le Royaume-Uni et la Suède de leur contribution et espère que les autres pays développés imiteront leur exemple. A ce propos, la délégation soudanaise voudrait ajouter au paragraphe 4 du dispositif les mots "et particulièrement les pays développés" après les mots "Invite les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies". En effet, les résultats de la dernière Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions au Programme élargi et au Fonds spécial indiquent que les pays en voie de développement ne sont pas à même d'assumer de nouvelles responsabilités financières.

16. Avec ces réserves, la délégation soudanaise est prête à appuyer le projet de résolution A/C.2/L.809. Toutefois, ce vote ne saurait en aucun cas être interprété comme compromettant l'adoption de mesures de plus grande ampleur.

17. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.2/L.805, M. Sahloul rappelle que la délégation soudanaise s'était prononcée, au cours du débat général, en faveur de la création d'une institution spécialisée pour le développement industriel. En conséquence, elle appuie sans réserve ce texte qui vise à fournir

une solution à long terme du problème du développement industriel.

18. M. FRANZI (Italie) estime que jusqu'en 1960, date de la création du Comité du développement industriel, l'ONU n'avait que peu contribué au développement industriel des pays du tiers monde. Cela tenait en grande partie à l'absence d'un instrument d'action adéquat. L'Italie, lorsqu'elle est devenue membre du Comité, s'est toujours prononcée en faveur d'une augmentation des ressources financières et humaines mises à la disposition de ce secteur. Il est certain que l'assistance bilatérale au développement industriel a été, jusqu'à présent, plus importante que l'aide multilatérale fournie par les Nations Unies et elle a généralement choisi des entreprises plus spectaculaires, telles que la construction d'usines métallurgiques ou de fabriques de ciment. Il importe donc de rattraper le temps perdu. A cet égard, il est indispensable que l'ONU dispose d'un organisme adapté aux besoins, qui puisse collaborer avec les institutions spécialisées s'occupant des problèmes généraux du développement économique et social. Il est regrettable que le Centre de développement industriel, qui n'en a pas moins accompli une œuvre remarquable, n'ait pas été doté au départ de ressources suffisantes et qu'on ait attendu cinq ans pour proposer, à cet effet, des mesures qui conservent d'ailleurs un caractère provisoire et expérimental.

19. De l'avis de la délégation italienne, il convient d'étudier dès maintenant l'organisme dont il faudra doter l'Organisation des Nations Unies pour rattraper le retard accumulé dans le domaine du développement industriel. Une des tâches de cet organisme sera d'aider les pays en voie de développement à formuler des demandes d'assistance multilatérale en matière de développement industriel, demandes qui continuent d'être peu nombreuses. Il n'est pas possible de prévoir les résultats de cette étude qui doit être faite rapidement et d'une manière approfondie, et il se pourrait qu'une transformation profonde du Centre de développement industriel se révèle suffisante. La délégation italienne approuve le projet de résolution A/C.2/L.805 et voudrait se joindre à ses auteurs.

20. La délégation italienne est en faveur des colloques régionaux et internationaux sur le développement industriel et elle souhaite formuler des suggestions concernant leur organisation. Tout d'abord, le colloque international devrait avoir lieu en 1967, à une date suffisamment éloignée de celle des colloques régionaux pour qu'il soit possible d'analyser comme il convient les résultats de ces derniers. Il serait en outre souhaitable que les participants soient saisis en temps utile de la documentation nécessaire. Enfin, les délégations devraient comprendre un nombre aussi grand que possible de techniciens et d'experts de façon à éviter un débat général de caractère politique.

21. Selon M. PETERS (Dahomey), on s'accorde de plus en plus généralement à reconnaître que l'industrialisation est non seulement un élément indispensable du développement équilibré des pays en voie de développement, mais encore peut permettre à ces pays de pallier les effets de l'instabilité de leurs recettes en devises en diversifiant leur économie. On reconnaît également l'insuffisance des

rouages existants et des ressources disponibles dans ce domaine. Il faut certes souligner les efforts entrepris par diverses institutions spécialisées, dont certaines consacrent plus de 50 p. 100 de leur budget au développement industriel, ainsi que l'œuvre accomplie par le Centre du développement industriel dans la mesure de ses modestes moyens et l'effort de coordination des travaux des diverses institutions, coordination qui constitue l'une des principales fonctions du Centre; mais ces efforts ne peuvent pas remplacer une centralisation de toutes les activités qui, comme l'a souligné le Comité consultatif d'experts dans le rapport présenté au Comité du développement industriel, lors de sa troisième session (E/3781, annexe VIII), constitue une condition préalable de l'accélération du développement industriel.

22. La centralisation ne pourra s'effectuer que dans le cadre d'une institution spécialisée placée sous l'autorité de l'Assemblée générale et du Secrétaire général, qui pourra aider les pays en voie de développement à développer leurs industries et particulièrement leurs industries manufacturières. Cette institution devra, au début, s'appuyer sur les activités des organismes existants, afin d'éviter tout double emploi. Par la suite, elle devra conclure avec les autres institutions des accords délimitant les compétences respectives, qui pourraient s'inspirer de l'accord récemment conclu entre l'OIT et l'UNESCO. Si la compétence de la nouvelle institution était immédiatement définie elle risquerait, en effet, d'être soit trop limitée — rendant cette institution inutile — soit trop étendue — risquant de démanteler les autres institutions.

23. La délégation dahoméenne appuie sans réserve le projet de résolution A/C.2/L.805 et souhaiterait en devenir coauteur.

24. M. FERNANDINI (Pérou) indique, au nom des auteurs du projet de résolution, que ceux-ci sont heureux d'accueillir parmi eux les délégations italienne et dahoméenne.

25. M. SELMECI (Hongrie) estime que la résolution 1081 (XXXIX) du Conseil économique et social marque, dans l'attitude générale à l'égard du problème de l'industrialisation, un progrès très net qu'ont encore renforcé les déclarations faites à la Commission. L'expérience de la Hongrie, dont la production industrielle a plus que quadruplé depuis 1949, tandis que sa production agricole augmentait de 50 p. 100, prouve qu'un pays peut s'industrialiser sans sacrifier son agriculture. M. Selmeczi espère que les organismes des Nations Unies, après avoir attendu près de 15 ans pour s'intéresser réellement à un domaine aussi important pour la diversification de l'économie des pays en voie de développement, pourront maintenant se hâter de faire à l'industrialisation la place qu'elle mérite dans leurs programmes d'assistance.

26. L'une des principales fonctions du Centre de développement industriel est la coordination des travaux effectués par les organismes des Nations Unies, et le rapport prévu au paragraphe 2 de la résolution 1081 D (XXXIX) du Conseil économique et social facilitera certainement la tâche à cet égard. La délégation hongroise croit qu'il serait bon d'ajouter tous les deux ans à ce rapport une annexe ana-

lysant les progrès de l'industrie dans les pays en voie de développement; aucun rapport n'a en effet été publié à ce sujet depuis l'Etude sur l'économie mondiale, 1961<sup>2/</sup>.

27. La délégation hongroise est favorable à toute mesure visant à augmenter les ressources disponibles pour le développement industriel et le paragraphe 6 du projet de résolution A/C.2/L.809 lui donne toute satisfaction. Toutefois, les autres paragraphes ne lui semblent pas clairs: tous fonds destinés à l'exécution d'un projet particulier doivent pouvoir être utilisés en coopération avec l'organisme intéressé et, de toute manière, le Secrétaire général peut, conformément aux articles 7.2 et 7.3 du règlement financier de l'Organisation, accepter des contributions volontaires offertes à des fins spécifiées par le donateur; on ne s'explique donc pas la nécessité d'adopter des dispositions spéciales pour une période expérimentale de deux ans. Par ailleurs, le bon sens exigerait que la gestion de toute contribution supplémentaire soit assurée dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement. Enfin, il serait naturel que le développement industriel bénéficie des mêmes facilités que celles qui sont envisagées pour le droit international.

28. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.2/L.805, M. Selmeczi y relève certaines contradictions entre le paragraphe 1 du dispositif, en vertu duquel l'Assemblée générale déciderait de créer une institution, et le paragraphe 4 où elle prierait le Secrétaire général de présenter un rapport pour qu'elle puisse prendre une décision à sa vingt et unième session. Les mesures énoncées au paragraphe 5 du dispositif ont déjà été approuvées par la Cinquième Commission lorsqu'elle a adopté le budget de l'Organisation; il est donc inutile de réitérer la demande du Conseil au Secrétaire général et il vaudrait mieux prier instamment celui-ci de mettre ces mesures en œuvre dans toute la mesure possible, d'autant plus que la Cinquième Commission a exprimé la crainte qu'il ne soit pas possible de pourvoir tous les nouveaux postes prévus au Secrétariat.

29. Le projet de résolution A/C.2/L.818, qui compte la Hongrie parmi ses auteurs, reprend les recommandations antérieures du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale en s'efforçant d'accélérer leur mise en œuvre. Il faut espérer que ce texte sera adopté à l'unanimité.

30. M. KUMI (Ghana) estime que les efforts déployés au cours de la deuxième moitié de la Décennie des Nations Unies pour le développement doivent être orientés vers l'industrialisation, car l'objectif proposé par le Secrétaire général au début de la Décennie, à savoir une augmentation de 130 p. 100 d'ici à 1970 de la production de l'industrie manufacturière des pays en voie de développement, est bien loin d'être atteint. La lenteur des progrès dans ce domaine est due à l'insuffisance des programmes de travail et des ressources, cette insuffisance tenant elle-même à l'absence d'un organisme approprié, puisque le Centre de développement industriel n'est manifestement pas en mesure de s'attaquer à un problème aussi vaste.

<sup>2/</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente: 62.II.C.1.

31. Il n'est donc pas besoin de souligner l'urgence que revêt la création d'une institution spécialisée pour le développement industriel. Le Secrétaire général a établi, à la demande du Conseil économique et social, un rapport qui comprend un projet de statuts et des recommandations sur les mesures à prendre, et il ne reste plus à la Commission qu'à décider officiellement la création d'une institution spécialisée des Nations Unies. C'est le but du projet de résolution A/C.2/L.805, que la délégation ghanéenne espère voir adopter à l'unanimité. M. Kumi ne s'explique pas, alors qu'il existe des institutions spécialisées chargées de la santé, du travail, de la météorologie, et de l'alimentation et de l'agriculture, pourquoi certains pays sont opposés à la création d'une institution analogue dans le domaine du développement industriel, qui est tout aussi important. La seule décision de créer une telle institution donnerait déjà une impulsion dans la bonne direction.

32. Toutefois, comme la mise en place de cette institution prendra un certain temps et qu'il faut assurer la transition entre le Centre et cette institution, le projet de résolution A/C.2/L.809, qui vise à l'intensification des activités du Centre, vient heureusement compléter le projet A/C.2/L.805 et la délégation ghanéenne est donc en mesure de l'appuyer.

33. Lorsque la nouvelle institution commencera à fonctionner, ses activités devront compléter celles des autres organismes des Nations Unies, dans le cadre de l'effort général de développement économique et social, et ses statuts doivent donc être de nature à faciliter la coordination des travaux de tous les organismes.

34. La délégation ghanéenne, qui attache une grande importance à la formation de personnel technique, appuiera également le projet de résolution A/C.2/L.818.

35. Le Gouvernement ghanéen s'intéresse vivement aux colloques régionaux et au colloque international prévus par le Centre, et notamment à celui qui doit avoir lieu au début de 1966 sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique. M. Kumi exprime l'espoir que le Centre se conformera, à cet égard, à la résolution 144 (VII) de la CEA et attachera, au cours de ses travaux préparatoires, une attention particulière à l'intégration continentale et régionale du développement industriel en Afrique.

#### POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique en un Programme des Nations Unies pour le développement (fin)

#### ADOPTION DU PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION (fin) [A/C.2/L.815]

36. Le PRÉSIDENT, prenant la parole en qualité de RAPPORTEUR, signale qu'il convient de supprimer le paragraphe 7 du projet de rapport (A/C.2/L.815) et de remanier la phrase introductive du paragraphe 6, comme suit:

"L'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Éthiopie, le Guatemala, la Guinée,

l'Inde, l'Irak, la Jamaïque, la Jordanie, la Libye, la Nigéria, le Pérou, les Philippines, la République-Unie de Tanzanie, le Sénégal et l'Uruguay ont proposé les amendements suivants (A/C.2/L.795 et Corr.1 à 3 et Add.1) au projet de résolution (A/C.2/L.792)."

37. D'autre part, le texte qu'il proposait de substituer au paragraphe 20 du projet de rapport, à savoir:

"A la 979ème séance, certaines délégations ont fait appel aux auteurs des amendements des cinq puissances (A/C.2/L.799/Rev.1) pour qu'ils retirent leur amendement afin de permettre à l'unanimité de se faire, sous réserve qu'il serait dûment tenu compte du principe du roulement dont il était question dans cet amendement lors des élections au Conseil d'administration. A la 980ème séance, le représentant du Népal, au nom des auteurs, a retiré l'amendement sous cette réserve."

doit être remplacé par une nouvelle version ainsi libellée:

"A la 979ème séance, deux délégations ont fait appel aux auteurs de l'amendement des cinq puissances (A/C.2/L.799/Rev.1), pour qu'ils retirent leur amendement afin de permettre à l'unanimité de se faire. A la 980ème séance, le représentant du Népal a retiré l'amendement, au nom des auteurs, sous réserve qu'il serait dûment tenu compte du principe du roulement dont il était question dans cet amendement lors des élections au Conseil d'administration."

38. M. DIAKITE (Mali) ne croit pas indiqué que la position particulière de telle ou telle délégation soit mentionnée dans un rapport dont l'objet doit être de dégager les grandes lignes de l'accord réalisé. A la séance précédente, le représentant de la Jordanie a demandé l'insertion, entre les paragraphes 12 et 13 du projet de rapport, d'un nouveau paragraphe mentionnant un accord intervenu entre les pays en voie de développement. Or, la délégation malienne a indiqué, lors du vote sur le projet de résolution (980ème séance), qu'elle n'approuvait pas les dispositions énoncées au paragraphe 4 du dispositif et à l'annexe concernant la répartition des sièges attribués aux pays en voie de développement au Conseil d'administration; c'est par solidarité à l'égard des autres pays de ce groupe qu'elle s'est abstenue lors du vote plutôt que de se prononcer contre ce texte. Si le nouveau paragraphe est inséré dans le projet de rapport de la Commission, la délégation malienne insistera donc pour que sa propre position y soit également reflétée.

39. M. TELL (Jordanie) fait observer que, s'il a demandé l'insertion du nouveau paragraphe au nom des auteurs des amendements des 26 puissances (A/C.2/L.795/Rev.2), c'est que l'accord auquel ces délégations étaient parvenues sur la répartition des sièges constituait un élément essentiel du compromis réalisé sur l'ensemble du projet de résolution.

40. En ce qui concerne le nouveau texte proposé par le Rapporteur pour le paragraphe 20, M. Tell s'associe aux observations formulées par le représentant du Mali quant à la mention, dans le rapport, de positions particulières. Le texte initial du para-

graphe 20 du projet de rapport reflétait plus fidèlement la quasi-entente réalisée au sein de la Commission, et M. Tell craint qu'en appliquant le principe du roulement lors des élections du Conseil d'administration on n'aboutisse à créer deux catégories de membres du Conseil, puisque ce principe ne peut s'appliquer qu'aux représentants des pays en voie de développement.

41. M. NEDIVI (Israël) est disposé à modifier la rédaction du paragraphe 20 du projet de rapport, quoique le nouveau texte ne lui paraisse pas relater aussi fidèlement les débats de la Commission. Il n'attache d'ailleurs pas une importance excessive à la rédaction de ce paragraphe, mais la modification du texte initial du paragraphe 20 du projet de rapport ne lui paraît en rien justifiée. Toutefois, puisque les deux textes proposés par le Rapporteur soulèvent des objections, il se sent obligé de préciser que, du point de vue de sa délégation, aucune des raisons invoquées ne justifient des modifications ou des suppressions. Le fait est que deux ou plusieurs délégations ont fait appel aux auteurs pour qu'ils retirent leur amendement. Aucune déclaration ultérieure de ces délégations ne peut changer ce qui s'est effectivement passé.

42. M. BRADLEY (Argentine) estime que le rapport reflétera mieux le déroulement des débats si l'on y insère entre les paragraphes 12 et 13 le nouveau paragraphe proposé par le représentant de la Jordanie à la séance précédente. La déclaration faite à la 974ème séance énonce en effet les dispositions que l'on a éliminées de l'annexe au projet de résolution, pour permettre l'adoption de celui-ci, étant entendu que ces dispositions seraient mentionnées dans le rapport puisqu'elles constituaient un accord entre les auteurs des amendements révisés et entre les pays en voie de développement.

43. M. CHAMMAS (Liban) appuie pleinement le nouveau paragraphe proposé par la Jordanie et espère que l'on s'en tiendra à ce libellé qui traduit fidèlement l'accord intervenu entre les pays en voie de développement.

44. En ce qui concerne le paragraphe 20 du projet de rapport, M. Chammas ne conteste pas au représentant du Népal le droit de faire valoir son interprétation quant au principe du roulement, mais ne voit pas la nécessité de mentionner l'appel adressé par deux délégations aux auteurs de l'amendement des cinq puissances (A/C.2/L.799/Rev.1), puisque les pays en voie de développement avaient abouti à un accord tacite à ce sujet. La bonne foi des pays en voie de développement ne saurait être mise en doute; ils s'en tiendront à l'esprit et à la lettre du projet de résolution adopté et aucun pays ou groupe de pays ne sera spolié de ses droits au profit d'un autre. Lors des élections au Conseil d'administration, c'est aux principaux groupes régionaux qu'il appartiendra de s'entendre sur la désignation de leurs mandataires. En conséquence, M. Chammas se prononce pour le maintien du texte initial du paragraphe 20 du projet de rapport.

45. M. KONE (Haute-Volta) fait observer, à propos du nouveau paragraphe proposé par la Jordanie, que, au moment où le représentant de cette délégation

a fait la déclaration mentionnée, des pays en voie de développement avaient formulé de nombreuses réserves au sujet de la répartition des sièges. Sa délégation n'est donc pas disposée à accepter le nouveau paragraphe proposé.

46. M. WOULBROUN (Belgique) se demande si l'on ne pourrait pas sortir de la difficulté en disant dans le nouveau paragraphe proposé "l'accord intervenu entre la majorité des pays en voie de développement".

47. M. TELL (Jordanie) espère que les représentants du Mali et de la Haute-Volta ne persisteront pas dans leur opposition au paragraphe qu'il a proposé. L'accord intervenu sur la répartition des sièges concernait bien tous les pays en voie de développement et c'est dans ce contexte que ces pays ont voté. Il est trop tard maintenant pour revenir en arrière.

48. Le PRESIDENT précise que les déclarations faites par telle ou telle délégation pour expliquer son vote négatif ou son abstention ont été consignées dans le compte rendu de la 980ème séance. Les réserves formulées ont donc un caractère officiel. En ce qui concerne le paragraphe 20 du projet de rapport, il demande aux auteurs de l'amendement A/C.2/L.799/Rev.1 d'accepter le texte initial qui reflète le côté technique plutôt que le côté historique des débats. Ces délégations auront d'ailleurs la possibilité de faire valoir leur interprétation lors des élections au Conseil d'administration.

49. M. CHAMMAS (Liban) accepte que soit mentionnée la réserve formulée par le représentant du Népal au nom des auteurs de l'amendement A/C.2/L.799/Rev.1 mais s'oppose, par souci d'objectivité, à ce que le rapport fasse état de l'appel adressé par deux délégations. Au reste, dans la condition qu'il a mise au retrait de l'amendement des cinq puissances, le représentant du Népal n'a pas parlé des élections au Conseil d'administration. M. Chammas ne voit donc pas la nécessité de poursuivre un débat stérile et suggère que l'on s'en tienne au texte initial du projet de rapport.

50. M. NEDIVI (Israël) dit que sa délégation ne partage pas l'avis du représentant du Liban selon lequel le dernier libellé proposé par le Rapporteur pour le paragraphe 20 ne serait pas acceptable.

51. M. THAPA (Népal) insiste pour que le rapport fasse état de la réserve formulée, même si le principe du roulement à l'intérieur des différents groupes n'a pas été clairement défini.

52. M. TELL (Jordanie) propose que l'on maintienne le texte initial du paragraphe 20 du projet de rapport qui rend compte plus exactement du fond du débat.

53. Le PRESIDENT, prenant la parole en sa qualité de RAPPORTEUR, propose de conserver le paragraphe 20 initial.

54. M. NEDIVI (Israël) dit que sa délégation déférera au désir exprimé par le Rapporteur, étant bien entendu que ce dernier préfère, pour sa part, conserver le paragraphe 20 dans sa version initiale et qu'il ne s'agit pas en l'occurrence de céder à une pression.

55. M. THAPA (Népal), appuyé par M. POLITORTIZ (Equateur), se rallie à la solution proposée par le Rapporteur.



56. Le PRESIDENT propose aux membres de la Commission de se prononcer sur le projet de rapport (A/C.2/L.815), compte tenu des modifications reproduites aux paragraphes 16, 17, 19 et 20 du compte rendu de la séance précédente et de la modification au paragraphe 7 signalée à la séance en cours, étant entendu que l'on conserve le texte initial du paragraphe 20.

*A l'unanimité, le projet de rapport, ainsi modifié, est adopté.*

57. M. KITTANI (Secrétaire de la Commission) signale que, en vertu des dispositions du paragraphe 5 du projet de résolution adopté par la Commission et sous réserve de son adoption par l'Assemblée générale, les élections au Conseil d'administration auront probablement lieu dès le début de la semaine commençant le 22 novembre.

#### POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports du Conseil économique et social (suite)  
[A/5803, chap. I à VI, VII (sect. I, II, III [sauf le par. 346], IV et V), VIII (sect. III et IV) et X (sect. II et VIII); A/6003, chap. I à XI, XII (sect. II) et XIV (sect. II, IV, VI et VII); A/C.2/L.797/Rev.1]

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION INTITULE "SCIENCE ET TECHNIQUE" (fin\*) [A/C.2/L.797/REV.1]

58. M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) rappelle que le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, donnant suite à la résolution 1944 (XVIII) de l'Assemblée générale, a déclaré qu'il serait souhaitable d'instituer un programme de coopération internationale pour l'application de la science et de la technique au développement économique et social et a suggéré de nouvelles mesures à prendre dans ce domaine. Le Conseil économique et social a approuvé les vues et les plans du Comité consultatif, selon lequel le programme de coopération internationale doit avoir une certaine souplesse pour que de nouvelles tâches puissent, le cas échéant, y être inscrites.

59. La délégation de la RSS d'Ukraine appuie le projet de résolution révisé (A/C.2/L.797/Rev.1) et voit avec satisfaction qu'il tient compte des amendements suggérés par le représentant de la France, lesquels précisent le rôle du Conseil économique et social dans la mise au point du programme mondial. Toutefois, elle tient à rappeler à la Commission la résolution 1944 (XVIII) de l'Assemblée générale, et tout particulièrement le paragraphe 4 de son dispositif.

60. M. INGRAM (Australie) dit que les consultations qui ont eu lieu entre les auteurs du projet de résolution initial (A/C.2/L.797) et d'autres délégations, dont celles de la France et du Pakistan, ont été des plus fructueuses et ont permis d'améliorer sensiblement le texte initial. Il se félicite que la France, l'Iran et le Sénégal se soient joints aux auteurs du projet de résolution.

61. Les modifications apportées au projet initial sont les suivantes. Au premier alinéa du préambule,

les auteurs ont supprimé toute mention de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Le représentant du Pakistan avait fait valoir que les résultats obtenus jusqu'ici n'étaient pas entièrement satisfaisants et qu'on risquait d'affaiblir le projet de résolution en liant la science et la technique aux objectifs de la Décennie. Au paragraphe 1 du dispositif, les auteurs ont remplacé les mots "Note avec satisfaction" par "Approuve", l'intention de ce paragraphe étant de compléter la résolution 1083 (XXXIX) du Conseil économique et social et non d'en restreindre la portée. Le Conseil a formulé un grand nombre de propositions constructives qui recueillent en effet l'approbation de la Commission et le mot "Approuve" reflète donc plus exactement le sentiment de celle-ci. L'alinéa a du paragraphe 2 a été rendu plus précis et plus conforme au texte de la résolution 1944 (XVIII) de l'Assemblée générale; il en va de même pour l'alinéa b, où il est fait explicitement mention de la coopération des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'AIEA. A l'alinéa a du paragraphe 4, on a supprimé le membre de phrase "qui n'y auraient pas encore procédé" qui n'était d'aucune utilité et, à l'alinéa d du même paragraphe, on a ajouté les mots "et organismes similaires", le texte initial étant trop restrictif.

62. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que le projet de résolution révisé reflète les dispositions principales de la résolution 1083 (XXXIX) du Conseil économique et social et les appuie dans une certaine mesure. Sa délégation tient à souligner l'importance particulière de l'alinéa b du paragraphe 4 et insiste également sur la nécessité de renforcer la coordination au sein du Comité consultatif ainsi qu'entre les divers organismes intéressés des Nations Unies et les institutions spécialisées sans qu'il faille pour autant créer un nouvel appareil administratif ou engager des dépenses supplémentaires.

63. M. NEDIVI (Israël) déplore qu'une question aussi importante ait été traitée si sommairement par la Commission. Aussi bien le projet de résolution n'attache-t-il pas suffisamment d'attention à l'opinion du Comité consultatif selon laquelle il importe de définir avec soin les problèmes les plus urgents, notamment dans le domaine de l'industrialisation. Il formule des recommandations générales et se garde bien de donner des directives précises au Comité consultatif. Le rôle de la Commission n'est pas d'exprimer des considérations polies mais d'examiner les questions en profondeur.

64. M. KITTANI (Secrétaire de la Commission) signale deux rectifications à apporter au document A/C.2/L.797/Rev.1. Au paragraphe 1 du dispositif, dans le texte français, il faut remplacer les mots "Fait sienne" par "Approuve". Au paragraphe 4 du texte espagnol, il faut supprimer les mots "de las organizaciones".

*A l'unanimité, le projet de résolution (A/C.2/L.797/Rev.1), ainsi modifié, est adopté.*

\*Reprise des débats de la 976ème séance.

